



Perspectives ESG Hottinguer

Finance Durable &
Investissement à Impact

Edition #1 / 2026



MESSIEURS HOTTINGUER & CIE
GESTION PRIVÉE



Perspectives ESG Hottinguer #1 / 2026



Edito

La période 2022-2025 a été une période de défi, de transformation mais aussi de remise en question pour les stratégies ESG et la finance durable.

Plusieurs raisons à cela.

Après l'engouement post covid pour les stratégies ESG, la crise énergétique subséquente à l'invasion en Ukraine puis le retournement à la hausse des taux d'intérêt ont fortement pesé sur la performance du renouvelable déclenchant une première vague de critiques envers les stratégies ESG.

En Europe, l'emballement réglementaire autour des sujets de finance durable ont ensuite engendré une forme d'*ESG fatigue*, légitimant le désamour pour l'ESG, source avant tout de contraintes inutiles dans les esprits.

Le retrait des Etats-Unis d'un grand nombre d'engagements internationaux autour du climat et du développement durable, et la nouvelle donne en matière de sécurité et de souveraineté dans le monde, ont pris le relais dans les consciences. Tous les référentiels de développement durable reposaient en effet jusqu'à présent sur le principe d'un monde en paix, un état de fait forcément différent aujourd'hui.

2026 pourrait s'inscrire sous le signe de la réconciliation entre marchés et durabilité pour un ESG moins principal et normatif mais plus technique, plus ciblé, in fine plus stratégique.

Nous présentons pour ce premier numéro de l'année, 5 thèmes de finance durable qui devraient selon nous se matérialiser en 2026 et au-delà.

1. **S'adapter** : n'en déplaise aux défenseurs du *backlash ESG*, le changement climatique est bien tangible pour les entreprises et les citoyens et représente d'ores et déjà un coût exorbitant pour nos économies.
2. **Accélérer la transition bas carbone** : Les défis posés par les enjeux de souveraineté militaire, numérique et énergétique sont indissociables d'une accélération des dynamiques d'électrification et de décarbonation.
3. **Recruter les bons profils** : la nouvelle feuille de route ESG sera sociale ou ne sera pas. Les enjeux RH à l'ère de l'Intelligence Artificielle (IA) et des défis pour le secteur militaire sont sans précédents.
4. **Analyser les chaînes de l'offre du secteur de la Défense** : la Défense et sa chaîne d'approvisionnement sera sous pression pour les années à venir, nécessitant une vigilance renforcée.
5. **Des cadres réglementaires ESG simplifiés** : Enfin, la réglementation finance durable en Europe pourrait ouvrir une page blanche pour plus de clarté et mieux jouer son rôle de mobilisation des flux à la hauteur des enjeux durables à financer.

Très bonne lecture à tous

Lise Moret

Directrice Finance Durable & Investissement à Impact



Passer de la contrainte à l'opportunité stratégique : 5 thèmes ESG à suivre en 2026



Thème 1 / Apprendre à vivre à +3°C

La crise climatique coûte cher, très cher.

Selon le Swiss Re Institute¹, en 2025, les pertes assurées mondiales dues aux catastrophes naturelles ont dépassé les 100 milliards d'USD, marquant la sixième année consécutive au-dessus de ce seuil. Les pertes économiques totales (assurées et non assurées) dépasseraient quant à elles les 230 milliard d'USD.

Une étude de Standard & Poor's² estime quant à elle que le coût total cumulé de l'exposition aux risques climatiques pour les entreprises de l'indice S&P Global 1200 pourrait atteindre 25 trillions de dollars d'ici 2050 et ces entreprises sont encore très peu préparées à absorber ces coûts.

Les risques climatiques apparaissent ainsi désormais de plus en plus clairement comme des risques financiers qu'entreprises et investisseurs mettront dans la balance de leurs décisions.

Nous voyons plusieurs thèmes et secteurs qui pourront bénéficier de ce contexte :

→ Résilience des Infrastructures

En 2026, et au-delà, le secteur des infrastructures restera soutenu par les grands plans américains et européens, avec un focus sur la résilience face aux aléas climatiques (inondations, chaleur, mouvements de sol).

- Aux États-Unis, le plan Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA) prévoit 1,2 trillion \$ sur 2022-2026, dont 570 milliards \$ ont déjà été engagés, laissant plus de la moitié à investir en 2025-2026.
- En Europe, le mécanisme Recovery and Resilience Facility (RRF) qui est le principal pilier du plan européen "NextGenerationEU", prévoit plus de 670 milliards€ sur la période 2021-2026. 40 % des fonds restent à engager pour soutenir des projets de transition écologique et d'infrastructures numériques d'ici la fin de l'année.
- En Allemagne, le fonds spécial de 500 milliards€ prévu jusqu'en 2036 pour moderniser routes, énergie, numérique et bâtiments a déjà alloué près de 24 milliards€ à fin 2025. Les allocations annuelles prévues par le ministère des finances allemand pourraient s'élever à près de 49 milliards par an jusqu'en 2029.

→ Gestion du stress hydrique

Avec 5.6 trillions de PIB mondial exposé d'ici 2050 aux risques hydriques, le secteur de l'eau est au cœur des défis climatiques actuels : sécheresses prolongées, pression croissante d'une IA assoiffée, infrastructures vieillissantes et incidents de service récents (pannes d'approvisionnement, pollution) montrent l'importance cruciale de moderniser les réseaux et les systèmes de traitement.

¹ Voir [Communiqué de presse Swiss Re 2025](#)

² Voir l'étude [Climate costs are rising, but few companies have an adaptation plan](#)

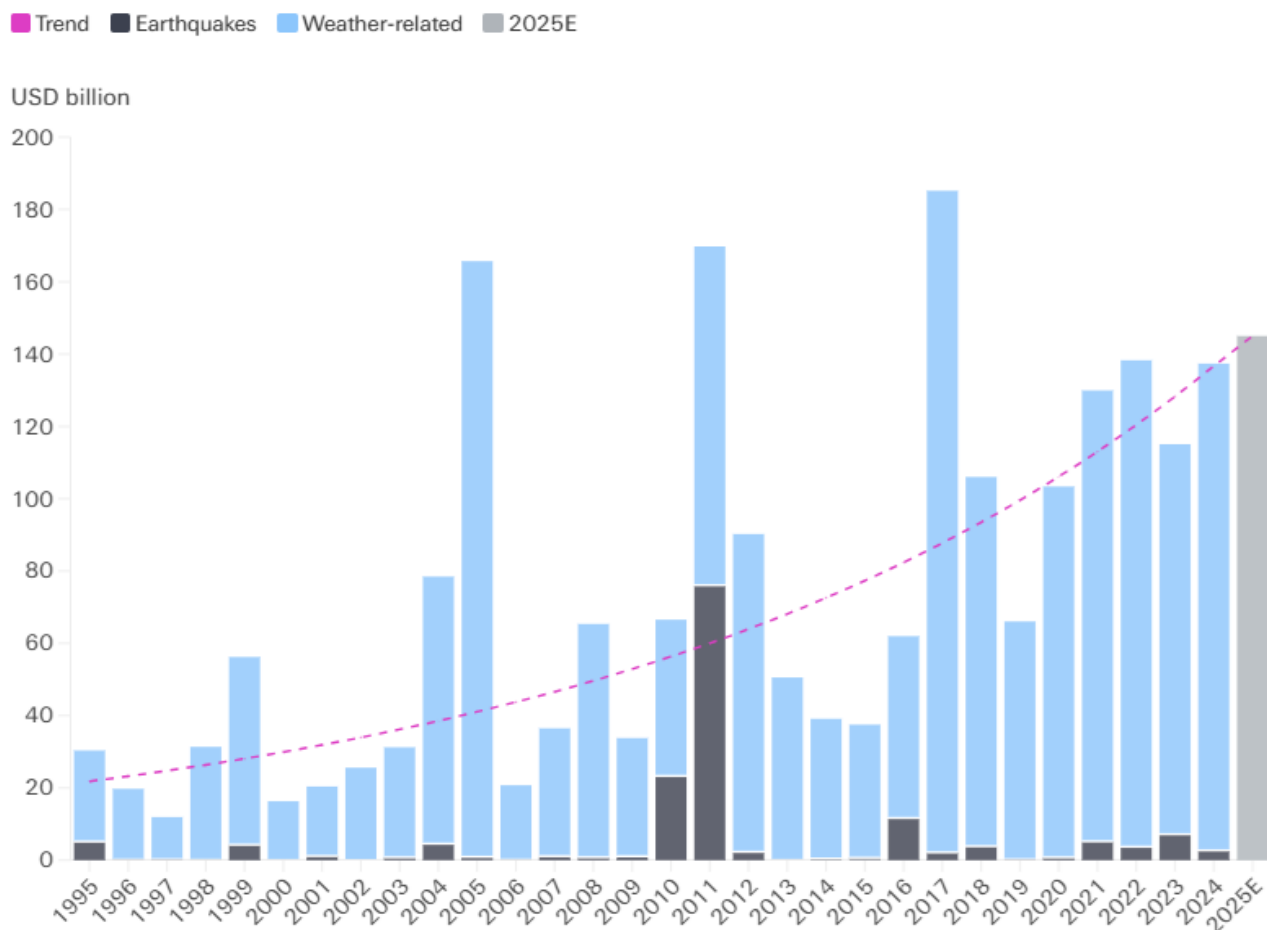


La disponibilité et la qualité de l'eau peuvent limiter l'expansion des infrastructures et augmenter les coûts opérationnels. Pour y répondre, les technologies de refroidissement alternatives, de recyclage de l'eau seront nécessaires. Technologies de dessalement, traitement de l'eau, contrôle qualité de l'eau seront des catalyseurs porteurs.

→ Rénovation/Bâtiment

Depuis 2024, la directive européenne EPBD (Energy Performance Buiding Directive) impose la rénovation progressive des bâtiments les plus énergivores, avec une mise en œuvre nationale attendue d'ici 2026. Alors que 85 % du parc immobilier européen reste à rénover et que le rythme moyen n'est que de 1 % par an, l'Allemagne se distingue avec un taux de 2 à 3 %, soutenu par des incitations plus simples et stables. Ce cadre crée une opportunité structurelle pour les acteurs de l'isolation, des équipements énergétiques, du chauffage, ventilation et climatisation (HVAC), et des technologies de bâtiments intelligents, portées par la réduction durable des coûts énergétiques.

Graphique 1 : pertes assurées liées aux catastrophes naturelles dans le monde (en milliards de dollars, prix de 2024)



Source : Swiss Re, 2025

Trend : tendance ; Earthquakes : tremblements de terre ; Weather-related : événements liés au climat ; USD billion : Milliards d'USD



Thème 2 / Transition énergétique : « le moment de l'indépendance »

2026 devrait s'inscrire sous le thème de la souveraineté un peu partout dans le monde. Sur le vieux continent, l'objectif européen d'atteindre une plus grande autonomie militaire, numérique, et énergétique rend nécessaire l'accélération de l'électrification. Le développement de l'IA suppose un accroissement exponentiel de la consommation en électricité des centres de données. Sécurité énergétique, transition et souveraineté sont donc désormais indissociables.

En 2025, la Commission Européenne complétait son ambition climatique de réduction des émissions de CO₂ d'ici 2030 de -55% et de neutralité carbone d'ici 2050, par une cible intermédiaire de réduction des émissions européennes de -90% d'ici 2040. Cette décision qui devrait être entérinée par le Parlement Européen et le Conseil de l'Europe en 2026, accentuera la décarbonation de l'économie européenne. En outre, d'ici 2028, le mécanisme d'échange de quotas européen (EU ETS, European Union Emissions Trading System) sera renforcé avec un plafond de quotas réduit, l'inclusion complète du transport maritime, et le lancement d'un second marché, l'ETS2, pour les bâtiments et transport routier. La taxe carbone aux frontières, ou CBAM (Carbon Border Adjustment Mechanism), sera quant à elle opérationnelle dès 2026. Elle imposera un prix carbone aux importations de produits intensifs en CO₂ comme l'acier, le ciment, l'aluminium, ou les engrais. Les acteurs qui auront su se décarboner tôt et efficacement disposeront donc d'un avantage compétitif sans précédent.

→ Electrifier

À l'échelle mondiale, la demande électrique devrait croître de 40 à 50 % d'ici 2035, les besoins s'amplifiant à la faveur du développement de l'IA et des centres de données particulièrement voraces en électricité. En Europe (17% de la demande mondiale), les besoins en électricité pourraient croître de 60 % d'ici 2030. En 2025, dans un environnement de taux plus faibles favorable aux actifs à durée longue, les stratégies énergies renouvelables et systèmes de stockage d'énergie par batterie (BESS – Battery Energy Storage System) ont déjà largement bénéficié sur les marchés financiers de cette thématique. D'autres segments pourraient prendre le relais ou continuer à être soutenus comme le développement des réseaux, les réseaux intelligents, les câbles, la conversion, les logiciels *as a service* (solution Saas) et la transmission.

→ Métaux critiques et mines de la transition : opter pour la circularité

La transition énergétique entraîne une forte hausse de la demande en métaux critiques (lithium, cobalt, cuivre, terres rares) pour batteries, véhicules électriques et renouvelables. Des déficits de cuivre (20-40 %) et de lithium (30-60 %) sont attendus d'ici 2035 selon l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie). La demande mondiale de cuivre pourrait augmenter de 50 % d'ici 2040 sous l'effet de la transition énergétique, de l'IA, des centres de données et de la modernisation de la Défense selon une étude de Standard & Poor's³. Garantir un approvisionnement fiable, durable et souverain devient un enjeu stratégique, avec des risques géopolitiques et logistiques, et des enjeux de durabilité cruciaux : conditions de travail, droits des communautés, impacts environnementaux et développement du recyclage et de la circularité. Les acteurs du secteur se différencieront par la bonne gestion de ces différents risques et défis.

→ Décarboner est désormais un prérequis financier

2026 est une année charnière pour le marché carbone européen : la phase d'intégration complète de certains secteurs dans l'EU ETS (aviation, maritime) est terminée et va prochainement s'élargir à d'autres (transport routier, bâtiment). Le système de quotas carbone européen devient donc plus contraignant et étendu, et la taxe carbone aux frontières (CBAM) entre en vigueur pour pénaliser les importations de CO₂ ce qui renforcera l'incitation à décarboner pour les secteurs les plus émissifs (acier, aluminium...). EU ETS et CBAM deviennent ainsi des outils centraux du Green Deal et inciteront de façon directe les secteurs à fort enjeu climatique à se décarboner.

³ Voir l'étude [Copper in the age of AI](#)



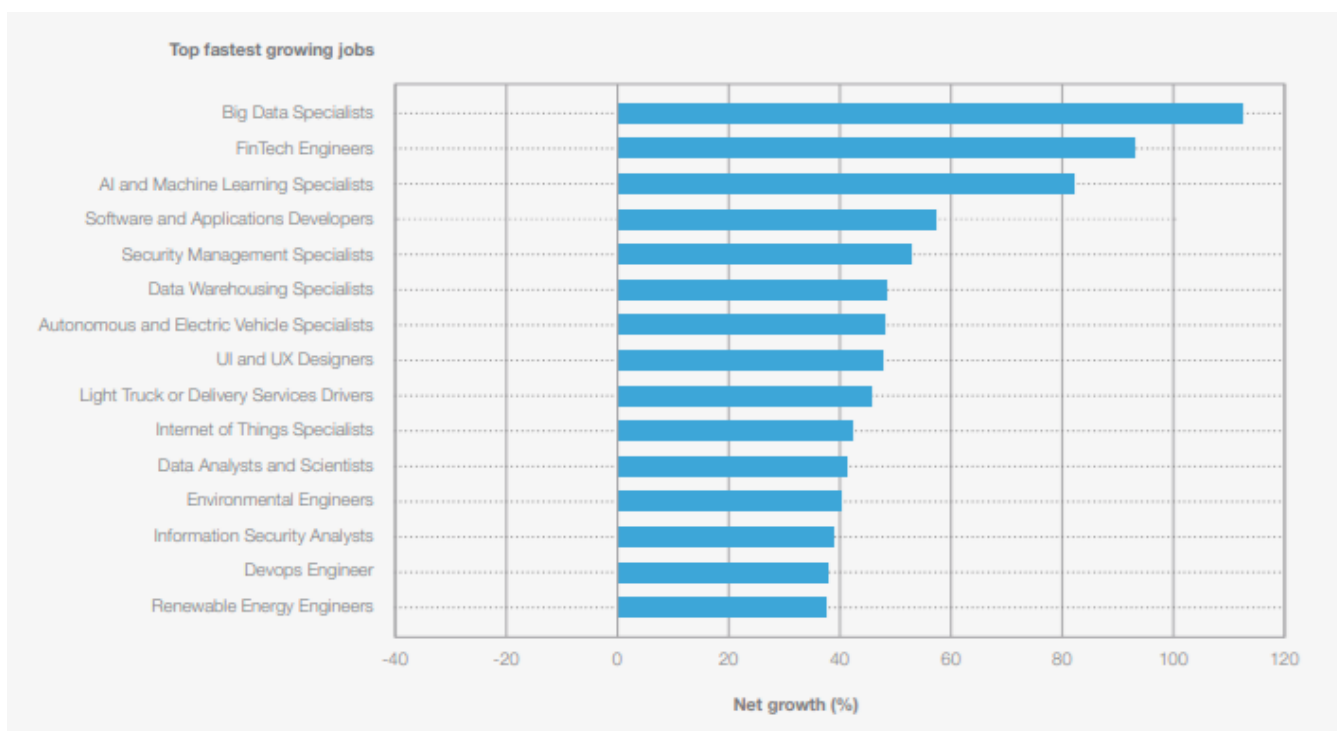
Thème 3 / IA et Défense, miser sur l'Humain

En 2026, la dimension sociale constitue un des défis majeurs du déploiement des principaux leviers de croissance que sont l'IA et la Défense.

Concernant l'IA, les métiers ou tâches routinières générant des coûts feront l'objet de rationalisation/automatisation amplifiées par l'usage de l'IA dans l'industrie, les services financiers, le conseil. Mais ces restructurations s'accompagneront aussi de besoins importants en formation et en nouvelles compétences. Selon le rapport de la Commission Européenne « *Shaping the Future of AI Talent in Europe* » (2025), jusqu'à 6,5 % de la main-d'œuvre européenne pourrait devoir se reconverter d'ici 2030 en cas d'adoption rapide de l'IA, soulignant l'importance de la formation, de la montée des compétences et des reconversions. La pénurie de talents entraînera une demande croissante de compétences en IA et analyse de données mais aussi en éthique et cybersécurité à mesure que ces technologies se diffusent dans de nombreux secteurs.

Dans le secteur de la Défense, la montée des budgets et la modernisation des capacités exigent également plus de talents qualifiés : l'UE vise à former ou recycler environ 600 000 personnes d'ici 2030 pour combler les lacunes en compétences techniques (intégration de technologies disruptives comme l'IA et le quantique) qui menacent la capacité opérationnelle des forces et des industriels et le renforcement des chaînes de production. Dans ce secteur, les besoins drastiques humains et les enjeux RH seront autant de sujets qui distingueront les acteurs dans leur capacité à délivrer sur leurs carnets de commande.

Graphique 2 : Croissance des compétences les plus demandées entre 2025 et 2030



Source : The future of Jobs 2025, World Economic Forum

Top fastest growing jobs : emplois en plus forte croissance ; Net Growth : croissance nette



Thème 4 / Défense : la chaîne de l'offre va-t-elle suivre ?

La forte hausse des budgets de défense allemands et européens crée des goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement, avec des sous-traitants aux capacités limitées et des composants critiques (électronique, alliages, terres rares) souvent importés. L'exemple de Rheinmetall, avec un carnet de commandes de près de 65 milliards€ fin 2025 et des perspectives dépassant les 80 milliards € en 2026, illustre ces tensions. Les délais de production et d'acheminement restent longs, freinant la livraison des équipements. La souveraineté militaire mobilisera plus que jamais les attentions en 2026. Mais une plus grande transparence, une diversification des fournisseurs et une gestion responsable des ressources stratégiques seront des éléments discriminants et cruciaux pour sécuriser les capacités de production et distinguer les acteurs.

Thème 5 / Finance Durable : enfin la clarté ?

Une nouvelle révision majeure de la réglementation en matière de transparence en finance durable SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation) allant dans le sens de la simplification, a été proposée par la Commission Européenne à la fin 2025. Celle-ci suppose le remplacement des actuelles catégories des stratégies d'investissement articles 8 et 9 par les trois suivantes :

- Fonds Durable : fonds visant un impact environnemental ou social positif mesurable avec une exclusion systématique du secteur fossile.
- Fonds de Transition : fonds soutenant la transition vers une économie bas carbone ou durable en exigeant notamment des plans de transition ambitieux pour les entreprises du secteur fossile.
- Fonds *ESG Basics* : fonds qui intègrent systématiquement les critères ESG, avec par exemple un score ou KPI ESG supérieur à une moyenne de référence.

Quelques règles s'appliqueront :

- Pour toutes les catégories, il faudra qu'au moins 70 % des actifs soient alignés avec l'objectif ESG de la catégorie.
- Cependant, si ce taux d'exhaustivité descend sous les 70%, l'alignement de la stratégie d'investissement à au moins 15 % à la taxonomie européenne des activités vertes lui permettra d'être classée d'office dans les catégories transition ou durable.
- Les exclusions obligatoires (armes controversées, violations des droits humains/OCDE/ONU, activités non compatibles climat) s'appliquent à toutes les catégories.

Ainsi, cette refonte met au cœur de son dispositif, les exclusions sectorielles, l'exhaustivité de l'analyse ESG (70% ou plus) et l'alignement à la taxonomie européenne des activités vertes et durables (15% ou plus). Les entreprises les plus transparentes sur leur alignement taxonomique et les plus vertes pourraient en bénéficier. Enfin, cette version 2.0 de SFDR devrait améliorer la lisibilité pour distinguer les différents types de stratégies ESG. Elle pourrait à terme s'imposer comme seul radar en matière de finance durable en Europe et supplanter les différents labels et standards nationaux généralistes existants qui n'apporteraient pas plus d'information et de valeur ajoutée.

Cette proposition devrait être examinée en 2026 par le Parlement Européen et le Conseil de l'Europe pour une potentielle adoption et mise en application fin 2027/début 2028.

Achévé de rédiger le 29/01/2026



AVERTISSEMENT :

Les informations et opinions contenues dans ce document, considérées comme légitimes et correctes le jour de la rédaction, conformément à l'environnement économique et financier en place à cette date, sont susceptibles d'évoluer à tout moment. Les informations contenues dans ce document ne constituent en aucun cas une sollicitation de souscription, d'achat ou de vente de valeurs mobilières ou de continuer à détenir un investissement, ni un conseil personnalisé en investissement au sens de la MIF II, ni une recommandation d'investissement ou une offre de services. En aucun cas, la responsabilité du groupe Banque Hottinguer ne saurait être engagée par une décision d'investissement ou de désinvestissement ou de conservation prise sur la base des commentaires et analyses exprimées dans le présent document.



Banque Hottinguer - Société Anonyme de droit français à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 20.109.672 euros, agréée en tant qu'établissement de crédit par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 381 241 900, dont le siège social est situé à Paris (75009) 63, rue de la Victoire.

Messieurs Hottinguer & Cie Gestion Privée - Société Anonyme de droit français à Conseil d'Administration, au capital de 20 314 272 euros, agréée en tant que société de gestion de portefeuilles par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 900 36, N° ORIAS 09 049 834, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 349 213 249, dont le siège social est situé à Paris (75 009) 63, rue de la Victoire